

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

JANVIER 2021

ARR_2021_001	AUTORISATION STATIONNEMENT CAMION PIZZA DOMENICO CARAVELLO	1-3
ARR_2021_002	AUTORISATION DE STATIONNEMENT CAMION PIZZA MOHAMED NAAIMI	4-6
ARR_2021_003	COMPOSITION DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L_ACCESSIBILITÉ	7-8
ARR_2021_004	Concession_15ans_N220_BONNET	9
ARR_2021_005	Concession_15ans_M226_ELISABETH	10
ARR_2021_006	Concession_15ans_NA1n_22_LARDRAU	11
ARR_2021_007	Concession_15ans_Case13_ANGPASEUTH	12

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2213-1 et suivants,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et L.2125-1 et suivants,
Vu le code de la route, et notamment l'article L.412-1,
Vu la décision du Maire n° DEC_2020_35, en date du 15 décembre 2020, fixant les tarifs municipaux pour l'année 2021.

Considérant l'importance des marchands ambulants stationnant sur les voies publiques de la commune pour l'exercice de leur profession,
Considérant que le stationnement de véhicules de commerçants de ce type de commerce sur le domaine public doit être organisé,
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, et afin de permettre l'exploitation par Monsieur CARAVELLO Domenico d'un commerce de restauration rapide, il y a lieu d'autoriser l'occupation partielle, du domaine public rue de Longvic afin de permettre le stationnement d'un camion pizza.

ARRÊTE**Article 1 :**

Monsieur Domenico CARAVELLO est autorisé à stationner sur le domaine public, suivant le plan annexé au présent arrêté, les vendredis et samedis de 17 H 00 à 22 H 00, rue de Longvic à Chenôve.

Article 2 :

Cette autorisation est consentie du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Elle pourra être renouvelée après demande écrite de l'intéressé et accord de la commune de Chenôve.

Article 3 :

Monsieur Domenico CARAVELLO s'acquittera auprès de la commune de Chenôve du droit de stationnement d'un montant hebdomadaire de 31 € (3,10 €/ml x 5ml x 2 jours), conformément à la décision du Maire n° DEC_2020_35 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2021.

Article 4 :

L'intéressé devra respecter les normes en vigueur et notamment celles édictées en matière commerciale.

Article 5 :

L'emplacement attribué devra être nettoyé après chaque utilisation, aucun détrit d'aucune sorte ne devra être laissé sur place, qu'il provienne du commerçant ou de sa clientèle. Des poubelles devront être mises à la disposition de la clientèle et enlevées par les soins du commerçant. Il devra veiller à ne pas détériorer le sol par quelque dispositif que ce soit ou écoulement de substance.

Article 6 :

En aucun cas, il ne sera utilisé d'appareil d'aucune sorte pour produire de la musique et

interpeller les passants.

Article 7 :

L'aménagement de tables et de chaises est formellement interdit.

Article 8 :

L'heure de vente à la clientèle ne devra pas excéder 22 heures, sous réserve de toutes dispositions restrictives prises par arrêté général de Monsieur le Maire en vue de garantir l'ordre et la tranquillité publique.

Article 9 :

Le commerçant utilisant des produits inflammables ou des appareils fonctionnant à base d'un combustible quelconque, devront être assurés contre l'incendie et les explosions, vis-à-vis des tiers. En tout état de cause, le commerçant devra souscrire toutes les assurances nécessaires à l'exercice de son activité et en mesure de présenter tout justificatif utile sur simple demande de la commune.

Article 10 :

L'autorisation accordée le sera toujours à titre précaire et révocable. Le non-respect des dispositions dudit arrêté entraînera de fait le retrait de l'autorisation.

Dans les cas suivants : absence d'une durée d'un mois, fréquentation irrégulière, ou absence de paiement, l'emplacement sera retiré selon les modalités prévues à l'alinéa précédent. Toutefois, des absences pourront être justifiées en cas de maladie ou de congés annuels.

Article 11 :

Messieurs les agents de la Force Publique, Police nationale et la Police municipale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 :

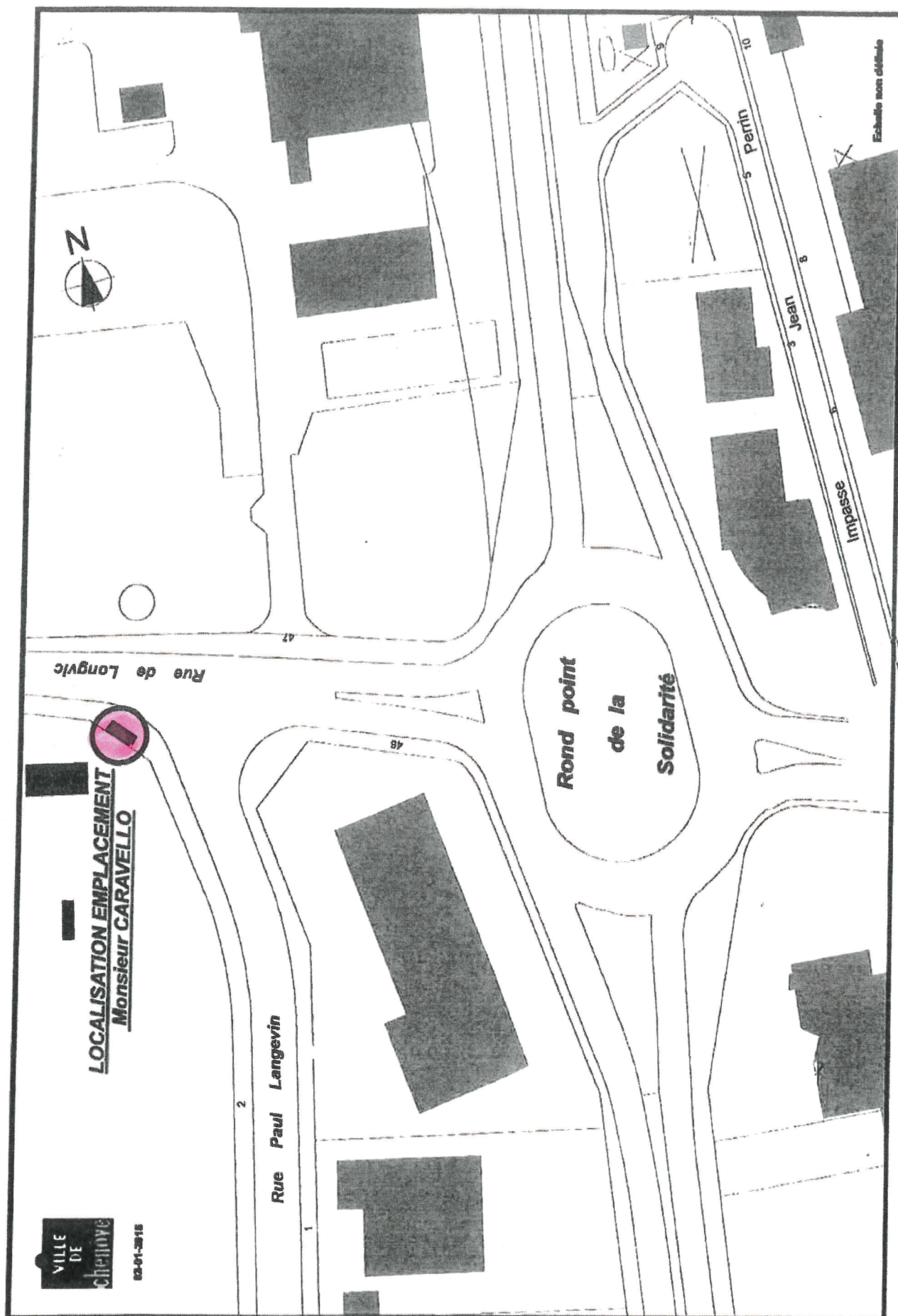
Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- Monsieur le Directeur de la police nationale,
- Monsieur le commandant de gendarmerie de Dijon,
- Monsieur Domenico CARAVELLO,
- Monsieur le Directeur général des services,
- Monsieur le Directeur des services techniques,
- Police municipale,
- Service marché,
- Centre technique municipal,
- Direction des finances.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 07/01/2021
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2213-1 et suivants,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et L.2125-1 et suivants,
Vu le code de la route, et notamment l'article L.412-1,
Vu la décision du Maire n° DEC_2020_35, en date du 15 décembre 2020, fixant les tarifs municipaux pour l'année 2021.

Considérant l'importance des marchands ambulants stationnant sur les voies publiques de la commune pour l'exercice de leur profession,
Considérant que le stationnement de véhicules de commerçants de ce type de commerce sur le domaine public doit être organisé,
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, et afin de permettre l'exploitation par Monsieur Mohamed NAAIMI, d'un commerce de restauration rapide, il y a lieu d'autoriser l'occupation partielle, du domaine public parking du Centre Commercial Kennedy afin de permettre le stationnement du camion « pizza » et l'installation d'une table et deux chaises.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Mohamed NAAIMI, est autorisé à stationner sur le domaine public, suivant le plan annexé au présent arrêté, tous les jours de la semaine sur le parking du Centre Commercial Kennedy.

Article 2 :

Cette autorisation est consentie du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Elle pourra être renouvelée après demande écrite de l'intéressé et accord de la commune de Chenôve.

Article 3 :

Monsieur Mohamed NAAIMI s'acquittera, auprès de la commune de Chenôve, du droit de stationnement soit d'un montant de 1,30€/7,81ml par jour de stationnement, conformément à la décision du Maire n° DEC_2020_35 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2021. La facturation sera effectuée mensuellement, à terme à échoir.

Article 4 :

L'intéressé devra respecter les normes en vigueur et notamment celles édictées en matière commerciale.

Article 5 :

L'emplacement attribué devra être nettoyé après chaque utilisation, aucun détritux d'aucune sorte ne devra être laissé sur place, qu'il provienne du commerçant ou de sa clientèle. Des poubelles devront être mises à la disposition de la clientèle et enlevées par les soins du commerçant. Il devra veiller à ne pas détériorer le sol par quelque dispositif que ce soit ou écoulement de substance.

Article 6 :

En aucun cas, il ne sera utilisé d'appareil d'aucune sorte pour produire de la musique et

interpeller les passants.

Article 7 :

L'aménagement de tables et de chaises est formellement interdit.

Article 8 :

L'heure de vente à la clientèle ne devra pas excéder 22 heures, sous réserve de toutes dispositions restrictives prises par arrêté général de Monsieur le Maire en vue de garantir l'ordre et la tranquillité publique.

Article 9 :

Le commerçant utilisant des produits inflammables ou des appareils fonctionnant à base d'un combustible quelconque, devront être assurés contre l'incendie et les explosions, vis-à-vis des tiers. En tout état de cause, le commerçant devra souscrire toutes les assurances nécessaires à l'exercice de son activité et en mesure de présenter tout justificatif utile sur simple demande de la commune.

Article 10 :

L'autorisation accordée le sera toujours à titre précaire et révocable. Le non-respect des dispositions dudit arrêté entraînera de fait le retrait de l'autorisation.

Dans les cas suivants : absence d'une durée d'un mois, fréquentation irrégulière, ou absence de paiement, l'emplacement sera retiré selon les modalités prévues à l'alinéa précédent. Toutefois, des absences pourront être justifiées en cas de maladie ou de congés annuels.

Article 11 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et la Police Municipale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 :

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or,
- Monsieur le Directeur de la police nationale,
- Monsieur le commandant de gendarmerie de Dijon,
- Monsieur NAAIMI Mohamed,
- Monsieur le Directeur général des services,
- Monsieur le Directeur des services techniques,
- Police municipale,
- Service marché,
- Centre technique municipal,
- Direction des finances.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 07/01/2021
Qualité : Maire

1:2000



ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article 46 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2143-3,
Vu la délibération n° DEL_2020_084 du 16 novembre 2020 portant fonctionnement de la commission communale pour l'accessibilité,

Considérant que le maire arrête la liste des membres de la commission communale pour l'accessibilité, conformément à l'article L.2143-3 du Code général des collectivités territoriales.

ARRÊTE**Article 1 :**

La commission communale pour l'accessibilité, présidée par le Maire ou son représentant, à savoir Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne, 9^e adjointe, le cas échéant, est notamment composée, en tant que de besoin, des personnes qualifiées suivantes :

- Les représentants de la commune, à savoir :

- Madame Brigitte POPARD,
- Madame Christiane JACQUOT,
- Monsieur Ludovic RAILLARD,
- Madame Joëlle BOILEAU,
- Monsieur Didier GIRARD.

- Des représentants des associations représentant les personnes handicapées, à savoir :

- Centre Régional d'Etudes et d'Actions sur les Handicapés et les Inadaptations (CREA) : Le Président ou son représentant,
- Association Côte-d'Or pour le Développement et la Gestion d'Actions Sociales et Médico sociales (ACODEGE),
- Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de Côte-d'Or (ADAPEI),
- Association Amicale des aveugles,
- Association Valentin Haüy,
- Association des Paralysés de France (APF),
- Groupe d'Entraide Mutuelle GEM de la Mutualité de Côte-d'Or,
- Association Nationale pour l'Intégration des Handicapés Moteurs (ANPIHM),
- Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH),
- Les mutilés de la voix,
- Association Trisomie 21,
- Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH),
- Union Nationale des Associations de Familles de Malades Mentaux (UNAFAM),
- Association Française contre les Myopathies (AFM),
- Mutualité : un référent handicap salarié,
- Union Régionale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPPS),
- Association Départementale des Pupilles de l'Ecole Publique 21 (ADPEP 21).

- **Trois représentants parmi les acteurs travaillant avec ou auprès des personnes âgées**, à savoir :

- Association OMPA,
- Association La Chenevelière,
- Union Française des Retraités (UFR).

- **Trois représentants parmi les acteurs économiques**, à savoir :

- Club Grand Sud, 2 avenue de Marbotte 21000 Dijon,
- Enseigne SUPER U, avenue Roland Carraz 21300 Chenôve,
- Pharmacie des Pétignys, centre commercial Kennedy 21300 Chenôve.

- **Les cadres ou agents municipaux**, à savoir :

- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Madame la Directrice du Centre Communal d'Action Sociale,
- Monsieur le Directeur des Services techniques,
- Monsieur le Directeur de la Cohésion sociale et urbaine.

Article 2 :

Tout autre usager chenevelier ou personnalité extérieure peut être invité à siéger à la commission communale d'accessibilité.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
 Date : 13/01/2021
 Qualité : Maire

N°ARR_2021_004

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Maria BONNET** domiciliée **10 rue George Sand 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BONNET**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 220 de 15 années,**
- **à compter du 07/12/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6529 du 02/12/2020 et expirant le 07/12/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **09/12/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 17/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2021_005**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Philippe ELISABETH** domicilié **20 avenue Borriglione 06100 NICE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille ELISABETH**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 226 de 15 années,**
- **à compter du 29/04/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6527 du 17/11/2020 et expirant le 29/04/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/12/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 17/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2021_006

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Liliane LARDRAU** domiciliée **16 rue Alexis Piron 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille SANDRIN**.

ARRÊTEArticle 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la mini-concession NA1 n° 22 de 15 années,**
- **à compter du 03/03/2018.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6528 du 30/11/2020 et expirant le 03/03/2033.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **255 € (DEUX CENT CINQUANTE CINQ EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/12/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 17/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint

N°ARR_2021_007

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Denis ANGPASEUTH** domicilié **12 rue des Sarments 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille ANGPASEUTH**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession Case 13 de 15 années,**
- **à compter du 08/11/2020.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6511 du 12/10/2020 et expirant le 08/11/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **173 € (CENT SOIXANTE TREIZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **16/12/2020**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 17/01/2021
Qualité : 2ème Adjoint